

Supplément
au numéro 33
Mars 2021



S.F.R.85

**Vous pouvez aussi
nous retrouver
sur
<http://sd85.fsu.fr/>
à la rubrique
« retraite »**

L'intersyndicale
organise
un point presse
Jeudi 25 mars

Demande d'audience
est faite auprès du Pré-
fet de la Vendée et du
Président du Conseil
Départemental



Textes d'appel au verso

mercredi 31 mars 2021



10 heures 30 RASSEMBLEMENT devant la Préfecture puis MANIFESTATION

À l'initiative de l'intersyndicale retraité.es de Vendée:



- ◆ **Contre les discriminations en fonction de l'âge**
- ◆ **Pour la fourniture de vaccins pour tous ceux qui le souhaitent et des moyens pour le droit aux SOINS (emplois et lits dans l'hôpital public, prise en charge à 100% de la perte d'autonomie par la branche maladie de la Sécu.)**
- ◆ **Pour l'indexation des pensions sur les salaires et la compensation intégrale des pertes subies**

Echos de l'intersyndicale vendéenne (extraits du compte-rendu)

Aucune réponse à la lettre adressée à l'ARS Vendée. La CGT fait part de la même déconvenue lors de ses démarches auprès des 5 députés de la Vendée, du Président du CD, de la Présidente du CDCA. (...) Mais ici ou là, les élus, les responsables divers, ne manquent pas de relever à leur façon les carences de la campagne de vaccination : (in)disponibilité des vaccins, conditions d'accès à la vaccination ...

La volonté est nette d'opposer les catégories entre elles : principalement retraité.e.s/jeunes et actifs ; ainsi que d'opposer les territoires entre eux : les méritants et les autres. Les personnes âgées (la notion de retraité.e.s disparaît) devraient s'isoler d'elles-mêmes, dans l'intérêt général. Lorsque jeunes (actifs, chômeurs, précaires, étudiants ...) et retraité.e.s ont de plus en plus recours aux associations caritatives on comprend ce besoin pour d'aucuns d'opposer ceux-ci à ceux-là. De plus ce recours au caritatif montre un basculement d'une logique de services publics avec les droits afférents à une logique de charité traduisant un rapport inégalitaire et aléatoire entre celui qui donne et celui qui reçoit.

La dernière mise en cause est celle du personnel de santé, en particulier du personnel hospitalier, de ne pas vouloir se faire vacciner. Une façon comme une autre de masquer les réels problèmes de la vaccination et de ce que cela est révélateur de l'état dégradé de notre système de santé. La carence du système de santé français c'est aussi la défaillance en matière de recherche et le fait que ni l'Institut Pasteur ni Sanofi ne sont en situation d'élaborer un vaccin. (...) La sortie de crise se prépare : il faudra rembourser la dette et pour cela faire les « réformes » nécessaires : retraites, assurance chômage ... ou demain ne sera pas comme avant sinon en pire !

Appel national



Depuis de nombreuses années, les retraités, par le blocage des pensions accompagné d'une augmentation de la fiscalité et d'une explosion des prix, subissent une érosion de leur pouvoir d'achat les emmenant de plus en plus vers la précarité.

Face à cette situation, l'augmentation des pensions pour vivre décemment, est une urgence.

De la même manière, la prise en charge de la perte d'autonomie est indissociable d'une approche globale de la santé. Elle doit être reconnue dans la branche maladie de la Sécurité sociale avec un financement par les cotisations sociales.

D'autre part, pour une vaccination de toutes et de tous, le vaccin doit être gratuit et produit massivement. Nous demandons la levée de la propriété privée sur les brevets de vaccins.

Outre cela, nous nous opposons à l'âgisme, à l'incitation à opposer

les générations entre elles pour masquer la responsabilité de ceux qui ont pendant des années asphyxié l'hôpital et taillé dans les ressources de la Sécurité sociale.

Enfin, les services publics doivent répondre aux besoins de toutes et tous, avec le maintien des guichets et des accueils physiques dans les administrations, et particulièrement dans le domaine de la santé, de l'action sociale, des transports et du logement.

C'est dans ces expressions et exigences revendicatives que les 9 organisations syndicales et associations de retraités (CGT – FO – FSU – Solidaires – CFTC – CFE-CGC – Ensemble et solidaires – FGR-FP – LSR) appellent à une journée nationale de rassemblements, d'actions et de manifestations dans tous les territoires le 31 mars 2021.

Le 17/03/2021

Appel de la FSU

« (...) Dans les départements, les 9 organisations de retraité.es interpellent les responsables politiques et les ARS.

Le groupe des 9 a aussi décidé d'une action nationale décentralisée le 31 mars.

(...) Trois axes de revendications : l'exigence d'une vaccination pour celles et ceux qui la souhaitent, la dénonciation des discours et pratiques discriminatoires de plus fréquents à l'égard des plus âgé.es et le pouvoir d'achat. Malgré la catastrophe prévisible tant le secteur du grand âge est sinistré depuis des années, la loi grand âge et autonomie s'éloigne encore : le cabinet de la secrétaire d'état en charge de l'autonomie ne répond pas et Olivier Véran reconnaît « une incertitude sur la capacité » à faire voter une loi avant la fin du quinquennat tout en assurant qu'il veut « trouver des voies de contournement qui permettent d'arriver en au même résultat », sans plus de précisions.

Dans ce contexte, l'organisation par le HCFEA et la CNSA d'un séminaire sur les enseignements à tirer de la crise sanitaire pour l'autonomie est opportune. La FSU y prendra toute sa place. (...)

Les retraité.es sont partie prenante des mobilisations sociales aux côtés des actifs et des jeunes. Le CDFN appelle les sections de retraité.es à tout faire pour favoriser les initiatives unitaires décentralisées et assurer le succès de la journée du 31 mars. »

(Conseil délibératif national de la FSU)